

PLUS DE 1 000 CAS ENREGISTRÉS DANS LE SUD DU PAYS

ALERTE AU PALUDISME !

Page2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 6803 - JEUDI 1er OCTOBRE 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

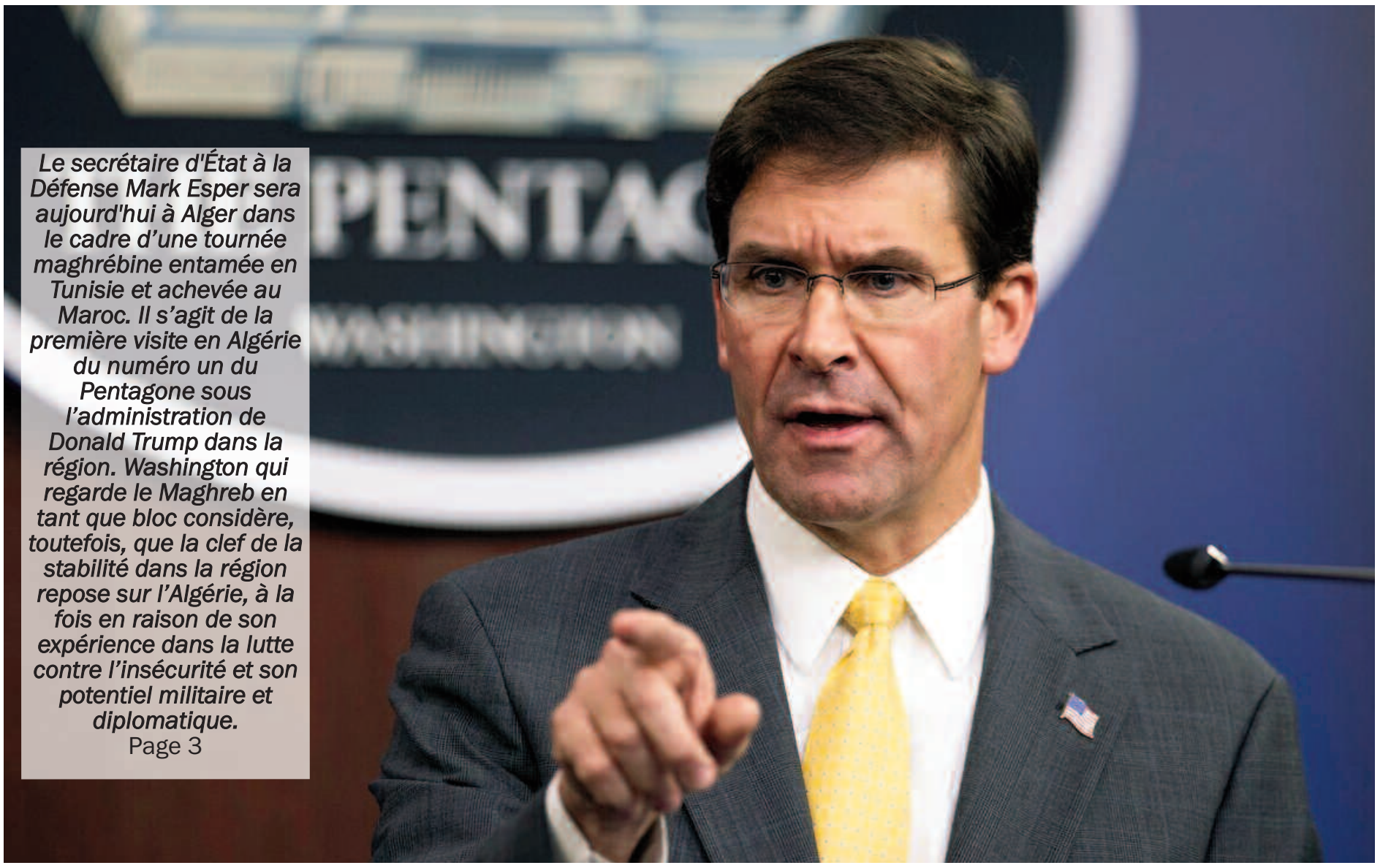
LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Des opérations de pointe menées par l'ANP

Page 3

STABILITÉ DANS LA RÉGION MAGHREB ET DU SAHEL

QUAND WASHINGTON S'APPUIE SUR ALGER



Le secrétaire d'État à la Défense Mark Esper sera aujourd'hui à Alger dans le cadre d'une tournée maghrébine entamée en Tunisie et achevée au Maroc. Il s'agit de la première visite en Algérie du numéro un du Pentagone sous l'administration de Donald Trump dans la région. Washington qui regarde le Maghreb en tant que bloc considère, toutefois, que la clef de la stabilité dans la région repose sur l'Algérie, à la fois en raison de son expérience dans la lutte contre l'insécurité et son potentiel militaire et diplomatique.

Page 3

CONDAMNÉ À 2 ANS DE PRISON DONT UN AN AVEC SURSIS

Mohamed Djemai quitte la prison

Page 16

VIOL, KIDNAPPING ET ASSASSINAT D'ENFANTS

Khiati plaide pour l'application de la peine de mort

Page 4

LUTTE CONTRE LA COVID-19

Prolongement du confinement pour 8 wilayas

Page 2

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

PLUS DE 1 000 CAS ENREGISTRÉS DANS LE SUD DU PAYS

Alerte au paludisme !

UNE ANNÉE après avoir été félicité par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et certifiée exempte de paludisme, l'Algérie enregistre des cas de cette maladie infectieuse. Plus de 1 000 cas de paludisme d'« importation » ont été enregistrés dans cinq wilayas du sud du pays.

Ces cas de paludisme d' « importation » ont été enregistrés au niveau de cinq wilayas du sud, à savoir Tamanrasset, qui compte le plus grand nombre (918), Adrar (96), Illizi (89), Ouargla (5), et Ghardaïa (2). C'est ce qu'a relevé le ministère de la Santé dans un communiqué, signalant que « le pays, certifiée exempte du paludisme par l'OMS reste confronté au problème du ''paludisme d'importation'' ».

Le département de la Santé qui affirme que chaque année au mois de septembre après les premières pluies, une recrudescence des cas de paludisme importés est enregistrée, n'a pas manqué de rassurer. Le dispositif de surveillance est renforcé et les cas recensés sont pris en charge au niveau des structures hospitalière, et ce conformément aux directives thérapeutiques nationales. Le département de Benbouzid qui signale que les cas de paludisme importés viennent essentiellement des pays frontaliers sahéliens ou d'Algériens ayant séjourné au niveau de ces pays, affirme que « toutes les mesures ont été prises conformément au plan national de prévention de la réintroduction de la maladie ». Un plan qui prend en compte, note-t-on, les facteurs climatiques, géographiques et les voyages dans les pays d'endémie palustre.

En prévision de la survenue de nouveaux cas, le ministère de la Santé anticipe en renforçant le stock des antipaludéens, déjà disponibles au niveau des structures de prise en charge, précise-t-on.

L'Algérie, faut-il le rappeler est devenue le deuxième pays africain, après l'Île Maurice, à obtenir la certification de l'élimination de cette pathologie. En mai 2019, l'OMS avait certifiée l'Algérie exempte de paludisme, d'autant que le pays a notifié ses derniers cas autochtones en 2013. La certification est accordée lorsqu'un pays démontre avoir interrompu la transmission autochtone de la maladie pendant au moins trois années consécutives.

Le paludisme ou la malaria est dû à un parasite, le Plasmodium, transmis par les moustiques qui en sont porteurs. Chez l'être humain, ces parasites se multiplient dans le foie puis s'attaquent aux globules rouges. Le paludisme qui est une maladie mortelle se manifeste par de la fièvre, des maux de tête et des vomissements. Des symptômes apparaissent généralement 10 à 15 jours après la piqûre de moustique. Autant dire, le ministère de la Santé est appelé à faire face à cette maladie en sus de la lutte contre le coronavirus depuis le mois de mars.

Lilia Aït Akli

CORONAVIRUS

162 nouveaux cas, 111 guérisons et 8 décès en 24 heures

Le nombre des nouvelles contaminations à la Covid-19 a connu hier , pour le deuxième jour consécutif, une légère hausse, avec 162 cas positifs, 111 guérisons et huit morts recensés en 24 heures, portant le nombre total des cas confirmés depuis le début de l'épidémie à 51.530, des guérisons à 36.174 et celui des décès à 1.734.



« 162 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 111 guérisons et huit décès ont été recensés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le total des cas confirmés à 51.530, des guérisons à 36.174 et celui des décès à 1.734», a déclaré le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination à la Covid-19 s'élève à près de 117 cas pour 100.000 habitants, ajoutant que les nouvelles contaminations enregistrées les 24 dernières heures représentent 0.40 cas pour 100.000 habitants.

104 personnes ont été hospitalisées à travers le territoire national durant les 24 dernières heures.

Cinq wilayas ont enregistré, durant la même période, plus de 10 nouvelles contaminations à la Covid-19, à savoir Alger (27 cas), Blida (16 cas), Ouergla (13 cas), Oran (12 cas) et Sétif (10 cas).

Les personnes âgées entre 25 et 59 ans représentent 55.6% des cas de contamination au nouveau coronavirus et celles âgées de plus de 60 ans représentent 32.7%.

Les wilayas d'Alger (5.790 cas), Blida (4.158 cas), Oran (3.972 cas), Sétif (3.237 cas) et Batna (1.876 cas) représentent à elles seules 37 % des cas de contamination et 28% des décès enregistrés sur le territoire national.

Pr Fourar a également indiqué que 20 wilayas n'ont connu aucun cas au coronavirus et 22 autres ont recensé entre un et neuf cas, alors que cinq wilayas ont enregistré plus de dix cas.

Concernant le nombre de personnes hospitalisées en réanimation, indicateur de la pression de l'épidémie sur le système hospitalier, Pr Fourar a fait état d'une légère baisse, avec 21 patients admis dans les unités de soins intensifs à travers le pays (23 la veille). Enfin, le responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique de la part des citoyens, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, particulièrement celles souffrant de maladies chroniques.

Dans le monde, la pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 1.014.8878 morts depuis l'apparition de la maladie fin décembre en Chine, selon un bilan établi hier à partir de sources officielles.

Plus de 33.978.806 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 24.688.508 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de mardi, 5.653 nouveaux décès et 288.127 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.179 nouveaux morts, les Etats-Unis (871) et le Brésil (863).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 206.005 décès pour 7.191.349 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 2.813.305 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 142.921 morts pour 4.777.522 cas, l'Inde avec 97.497 morts (6.225.763 cas), le Mexique avec 77.163 morts (738.163 cas), et le Royaume-Uni avec 42.072 morts (446.156 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 98 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (86), la Bolivie (68), l'Espagne (68), et le Brésil (67).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.384 cas (12 nouveaux cas enregistrés hier), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 80.566 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient hier 344.986 décès pour 9.324.712 cas, l'Europe 231.951 décès (5.440.587 cas), les Etats-Unis et le Canada 215.330 décès (7.348.038 cas), l'Asie 138.029 décès (8.133.468 cas), le Moyen-Orient 45.157 décès (1.966.061 cas), l'Afrique 35.670 décès (1.475.239 cas), et l'Océanie 970 décès (31.637 cas).

Mohamed Mecelti

Prolongement du confinement pour 8 wilayas

LE PREMIER ministre, Abdelaziz Djerad, a arrêté, hier, une série de mesures dans le cadre de la démarche progressive et flexible adoptée par les pouvoirs publics dans la gestion de la crise sanitaire liée au Coronavirus, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

La liste des wilayas concernées par la mesure de confinement partiel à domicile, qui passe de 18 à 11 wilayas, la levée de la mesure de confinement partiel à domicile pour 10 wilayas dont la situation sanitaire connait une nette amélioration. Il s'agit des wilayas de Bouira, Tebessa, Médéa, Illizi, Boumerdes, El Tarf, Tindouf, Tipaza, Ain Defla et Relizane.

La reconduction, pour une durée de 30 jours à partir du 1er octobre 2020, de la mesure de confinement partiel à domicile de 23h au lendemain 06h du matin, pour 8 wilayas. Il s'agit des wilayas de Bejaia, Blida, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Annaba et Oran.

L'application, pour une durée de trente 30 jours à partir du 1er octobre 2020, de la mesure de confinement partiel à domicile de 23h au lendemain 06h du matin pour trois (3) wilayas, enregistrant une recrudescence des cas de contamination, à savoir : Batna, Sétif et Constantine.

Toutefois, les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes les mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination.

La levée de la mesure portant interdiction de la circulation du transport urbain collectif public et privé durant les week-ends. Le maintien de la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements.

A cette occasion, le Gouvernement indique que l'évolution positive de la situation épidémiologique, enregistrée ces derniers jours, ne doit en aucun cas inciter à un quelconque relâchement de la vigilance, ni à des négligences quant à la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des protocoles sanitaires ainsi que le strict respect de toutes les mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19).

Il rappelle que la maitrise de la situation sanitaire dépend toujours de la discipline de chacun d'entre nous pour éviter sa dégradation et l'éventuel recours à de nouvelles mesures de confinement total ou partiel à domicile et/ou à des restrictions des activités économiques et sociales.

Le Gouvernement renouvelle ainsi ses recommandations de prudence et réitère ses appels aux citoyens, conscients des défis que nous impose cette crise sanitaire, pour la poursuite de la solidarité, de la mobilisation et de la rigueur dans l'application de toutes les mesures d'hygiène, de distanciation physique et de protection, qui ont permis la stabilisation de la situation épidémiologique dans notre pays et qui demeurent la solution idoine pour endiguer cette épidémie».

S.O. Brahim

STABILITÉ DANS LA RÉGION MAHREB ET DU SAHEL

Quand Washington s'appuie sur Alger

Le secrétaire d'Etat à la Défense Mark Esper sera aujourd'hui à Alger dans le cadre d'une tournée maghrébine entamée en Tunisie et achevée au Maroc. Il s'agit de la première visite en Algérie du numéro un du Pentagone sous l'administration de Donald Trump dans la région. Washington qui regarde le Maghreb en tant que bloc considère, toutefois, que la clef de la stabilité dans la région repose sur l'Algérie, à la fois en raison de son expérience dans la lutte contre l'insécurité et son potentiel militaire et diplomatique.



Mark Esper, aura des entretiens avec le président de la république Abdelmadjid Tebboune ainsi qu'avec les hauts responsables de l'Armée nationale pour « approfondir la coopération avec l'Algérie sur des questions clés de sécurité régionale, comme la menace posée par les groupes extrémistes ».

Cette visite est loin d'être anodine. Elle est même extrêmement vitale pour les USA qui cherchent à créer un front antiterroriste en Afrique notamment l'organisation Boko. Et pour cette option les Américains comptent sur l'Algérie. De son côté, l'Algérie qui s'échine à trouver une solution politique consensuelle en Libye a aussi besoin du poids des USA, acteur majeur au sein de l'Otan, dans le règlement de la crise dans ce pays. Mais pour saisir l'ambition américaine, le Pentagone a fixé, en novembre 2019, cinq axes sur la relation algéro-américaine.

En premier lieu, l'Algérie est un partenaire stratégique et compétent avec lequel les États-Unis « entretiennent de solides relations en matière de diplomatie, de maintien de l'ordre, d'économie et de sécurité » assurent-ils.

De plus, les États-Unis et l'Algérie « collaborent pour atteindre des objectifs communs de sécurité régionale à travers la coopération, notamment des échanges d'expertise et d'expérience, d'exercices militaires, d'enseignement et de formation des militaires».

Ce qui signifie en langage clair que l'Algérie est considéré comme un partenaire viable et sur qui compter compte tenu de son poids diplomatique, militaire et économique.

De l'avis des Américains, l'Algérie «possède l'une des forces armées les plus puissantes d'Afrique et possède une grande expertise dans les opérations de lutte contre le terrorisme. Son armée dispose de plateformes avancées sur terre, air et mer » qui de plus «joue un rôle constructif dans la promotion de la stabilité régionale» est- il mentionné dans l'un des rapports du Pentagone.

Enfin les États-Unis sont l'un des « principaux partenaires commerciaux de l'Algérie», et ce dernier est «l'un des principaux partenaires commerciaux des États-Unis dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord» de quoi sceller une entente durable et stratégique. C'est d'ailleurs le sens qui a été mis en exergue lors de la dernière visite à Alger du général Stephen Townsend, Chef du commandement des Etats Unis pour l'Afrique (AFRICOM). Ce dernier a renoué le dialogue stratégique, mis en sourdine par le président Trump, avec l'Algérie et balisé par la même occasion la venue du chef du Pentagone à Alger.

En tout état de cause, cette visite a un lien particulier avec la menace djihadiste au Sahel ou les groupes armés affiliés à El Qaida sont extrêmement actifs depuis quelques mois. Le général Stephen Townsend a déjà annoncé la couleur.

Selon lui les opérations antiterroristes des Européens au Sahel «ne sont ni suffisantes ni assez coordonnées », notant que les groupes armés qui opèrent dans cette région visent davantage l'Europe que les Etats-Unis.

Les Etats-Unis qui possède cinq bases militaires au Niger veulent réduire leurs opérations dans la région en cédant ce rôle à l'Algérie qui connait mieux que quiconque le terrain et qui a une forte influence diplomatique que ce soit au Mali, Niger, Libye ou au Sahara Occidental. Quelque 6.000 militaires américains sont actuellement déployés en Afrique, dont 800 en Afrique de l'Ouest où ils soutiennent notamment les opérations « Barkhane » de la France au Sahel, et 500 éléments des forces spéciales en Somalie où ils combattent les éléments de l'organisation des Chhebabs, affilés à Al-Qaïda.

Hocine Adryen

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Des opérations de pointe menées par l'ANP

DES DÉTACHEMENTS de l'Armée nationale populaire (ANP) ont exécuté, durant la période du 23 au 29 septembre, de multiples opérations aux résultats de qualité, dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, a indiqué hier mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 23 au 29 septembre 2020, de multiples opérations aux résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos forces armées à travers tout le territoire national», précise le communiqué.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, les services de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Boumerdès, le terroriste dénommé +Addi Hamoud+, recherché depuis 2005, tandis que la reddition du terroriste dénommé +Benmiloud Bachir+ aux autorités militaires à Ouargla, le 23 septembre 2020, a permis de récupérer un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et un (1) pistolet automatique ainsi qu'une quantité de munitions», note la même source.

Dans le même sillage, un détachement de l'ANP «a découvert et détruit, lors de diverses opérations de fouille et de ratissage menées à Ain Defla, Boumerdès, Tébessa, Khenchela et Skikda, quatorze (14) bombes de confection artisanale et six (6) casemates pour terroristes contenant des produits chimiques, des denrées alimentaires, des effets de couchage et d'autres objets», ajoute le communiqué du MDN.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et «en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le phénomène du narcotrafic dans notre pays, des détachements de l'ANP ont saisi en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale et les Garde-frontières et lors d'opérations distinctes de grandes quantités de kif traité s'élevant à 11 quintaux et 10,75 kilogrammes».

A ce titre, «une immense quantité de kif traité s'élevant à huit 8 quintaux et 78 kilogrammes a été saisie à Naâma, tandis que (21) narcotrafiquants en leur possession 232,75 kilogrammes de kif traité et 44.359 comprimés psychotropes ont été interceptés lors d'opérations distinctes menées à Oran, Tlemcen, Ain Temouchent, Mostaganem, Ouargla, El Oued, Alger, Sétif, El Tarf et Mila», souligne le communiqué.

En outre, «un (1) individu a été appréhendé à Biskra à bord d'un camion chargé de (40) quintaux de tabac et un nombre d'articles pyrotechniques s'élevant à 28.800 unités, alors que 27.438 unités de différentes boissons ont été saisies à El Oued».

D'autre part, les services de la Gendarmerie nationale «ont arrêté (3) individus et saisi (6) armes à feu et une quantité de munitions à Naâma, Sétif et Ouargla, tandis que des détachements de l'ANP ont arrêté, à Tamanrasset, In-Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Tindouf et Djanet, 129 individus et saisi (15) véhicules tout-terrain, (8) motocyclettes, (16) détecteurs de métaux, (69) groupes électrogènes, (46) marteaux piqueurs, (54) sacs de mélange de pierres et d'or brut, une quantité d'explosifs et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que (8,17) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, alors que des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 31.152 litres ont été déjouées à Béchar, Tébessa, El-Tarf, Souk-Ahras et Bordj Badji Mokhtar», ajoute la même source.

Dans un autre contexte, des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté (29) immigrants clandestins de différentes nationalités à Illizi, In Guezzam, Souk-Ahras Tlemcen et Boumerdès», conclut le communiqué.

S. O. Brahim

TIZI OUZOU

Opération de nettoyage des rives du barrage de Taksebt

LES DEUX rives du barrage de Taksebt, envahie par toute sorte d'ordure et déchets, dont principalement le plastique et le verre, feront l'objet d'une grande opération de nettoyage le 10 du mois en cours. Cette opération, inscrite dans le cadre de la protection de l'environnement, sera initiée par la grande famille sportive et altruiste de la JSK, en collaboration directe avec les membres et amis du club Kayak de Tizi-Ouzou, ainsi que l'ensemble des communes dont une partie géographique du barrage de Taksebt se trouve sur leurs territoires respectifs. Il s'agit plus exactement des communes de Tizi-Ouzou, Irdjène et Ath-Douala. Cette décision a été arrêtée, hier, entre les parties nommées ci-dessus à l'occasion de leur réunion, tenue au siège de la direction de l'environnement de la wilaya. Il va sans dire qu'il sera attendu le jour «J», la participation de nombreux citoyens et autres associations amoureux de la nature et militants pour un environnement sain.

Il faut signaler que plusieurs opérations de nettoyage des rives du barrage de Taksebt ont été menées dans le passé par de nombreuses associations et citoyens anonymes. Toutefois, à peine l'opération terminée, les lieux redeviennent à nouveau un dépotoir. Et bien souvent, les salisseurs sont les adeptes de Bacchus. A la tombée du soir, tout au long du tronçon de la RN 33, se situant à la hauteur de la grande masse d'eau, est envahi par toute sorte d'aventuriers qui ignorent totalement la signification des concepts écologique et environnemental.

Il n'est pas moins vrai que les pouvoirs publics ont manifesté à maintes reprises leur volonté de faire de ces lieux des espaces d'évasion et de détente pour les familles, mais sans pour autant que ces «désirs» furent traduits par des faits concrets.

Il est à signaler enfin que la partie se trouvant en aval du barrage, sur une distance de plus de 500 mètres, est totalement à sec. Et elle est très évasée. C'est pourquoi, il serait intéressant de profiter de cette période pour son nettoiement. Techniquement, une telle opération n'est pas compliquée. Il suffirait juste de mobiliser quelques bulldozers et des camions pour évacuer la vase vers des endroits indiqués.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

VIOL, KIDNAPPING ET ASSASSINAT D'ENFANTS

Khiati plaide pour l'application de la peine de mort

Le président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche (FOREM), Mustapha Khiati, a plaidé pour l'application de la peine de mort dans les cas d'enlèvements, d'agressions sexuelles et d'assassinats d'enfants.



Le phénomène de kidnapping d'enfants devient récurrent en Algérie. Nombreux sont les cas de disparition, qui défrayent la chronique plongeant les familles et la société entière dans un état de frayeur et de terreur constant. Ces enfants sont retrouvés dans la majorité des cas morts. La rétablissement de la peine de mort ne serait-t-il pas la meilleure solution, afin de lutter contre ce type d'infractions grave ?

Le Pr. Khiati, qui s'exprimait, hier, sur les ondes de la chaine 3 de la radio nationale, a avoué que l'Algérie est aujourd'hui face à une situation sociale très critique, en précisant que durant les 20 dernières années on constate en moyenne un à deux kidnappings par an. «Il y a un problème réel, puisque dans d'autres pays ce sont des cas exceptionnels, qui se voient tous les cinq à 10 ans», prévient-t-il. Afin de lutter contre ce phénomène et réduire de son ampleur, l'intervenant estime qu'il faut mettre en place une politique de prévention et la mobilisation de tous, notamment l'implication des associations de quartiers, car selon lui, ces derniers «se connaissent entre eux et la plupart de ces attaques se font, justement, dans l'entourage immédiat de l'enfant, pas loin de la maison». Le Pr. Khiati estime que la lutte contre ce fléau n'est pas l'affaire des seuls services de sécurité. Pour l'intervenant, le fait de renforcer la vigilance grâce à l'implication de ces associations, dit-il, «pourrait réduire le phénomène qui prend de l'ampleur dans notre société». Selon lui, cela va beaucoup aider les autorités judiciaires à bien étudier les cas.

À cet égard, le même responsable a proposé la mise systématique des bracelets électroniques pour les agresseurs et le durcissement des mesures du code pénal envers les kidnappeurs, violeur et assassins d'enfant. S'agissant sur la peine de la mort, le responsable a déclaré :» «En cas d'enlèvement d'enfant, suivi d'agression sexuelle et d'assassinat, la peine de mort doit être appliquée». L'invité s'est montré très critique envers les chiffres du ministère de la solidarité nationale, concernant les enfants qui travaillent, et affirme qu'ils «ne reflètent pas la réalité», car ils n'englobent pas la catégorie des enfants activant dans un cadre informel comme les rues et les marchés anarchiques. «Les chiffres officiels se limitent au seul champ des sociétés et entreprises soumises au contrôle prévu par la loi», dit-il, alors que le cadre informel, notamment les marchés, constituent l'espace qui attirent plus cette catégorie, et ce, pour plusieurs raisons, dont la pauvreté et la déperdition scolaire, conclut-il.

Mustapha KHiati, insiste sur le rétablissement de la peine de mort qui seul peut contraindre ainsi les assassins assoiffés de sang humain, à renoncer à leurs crimes pour aller impunément commettre des actes de tueries et d'enlèvements sur des enfants innocents. Des criminels dont le châtiment frileux pousse souvent à la récidive.

Lynda Louifi

GHARDAÏA

Des ralentisseurs anarchiques défigurent les routes et les véhicules

L'INSTALLATION par l'APC et des citoyens de ralentisseurs ne répondant à aucune norme a pris des proportions démesurées dans le chef-lieu de la Wilaya de Ghardaïa causant des désagréments aux conducteurs et des dégâts considérables aux véhicules.

Le phénomène ne cesse de prendre de l'ampleur au fil des jours, à la faveur d'un certain laxisme des autorités locales. En effet, de très nombreux ralentisseurs, sur une trentaine de mètres à peine, ont été érigés en béton par des riverains des ruelles en violation avec les normes et au su et au vu de tout le monde.

Le comble est que les services de l'APC n'ont donné aucune importance à cet anarchisme caractérisé. Prétextant la lutte contre les excès de vitesse et les nuisances sonores des jeunes en motos faisant de la vitesse et des cascades, des habitants de quartiers de Ghardaia ont décidé de «bricoler» leurs propres dos d'ânes sans tenir compte de la nature de l'asphalte ou des normes de voiries.

Dans le but d'éviter ces véritables embûches, qui exposent les véhicules à de sérieux dommages à cause de ces dos d'âne, nombre d'automobilistes préfèrent d'emprunter plutôt la piste le long d'Oued M'Zab, afin de ''by passer'' ces dos-d'âne de fortunes et ce, en dépit de leurs piteux état par endroit.

Cette déviation imposée à travers l'Oued M'Zab, a créé une circulation automobile inhabituelle à cet endroit. En attendant, la réaction de certains riverains demeure inchangée à travers plusieurs rues et ruelles de la ville. En effet, chaque jour ou presque d'autres nouveaux ralentisseurs hors normes de différents gabarits sont spontanément et hâtivement installés çà et là, au grand dam des usagers.

«Nous compatissons sincèrement avec nos enfants, ces pauvres motoristes qui ont été à maintes fois blessés après avoir cogné accidentellement contre ces dos-d'âne mal confectionnés et non signalés» a affirmé avec regret au jeune indépendant, si-Omar, un retraité de 77 ans.

Et d'ajouter : «nous ne sommes pas contre la pose de ralentisseurs utiles dans certains endroits, mais au moins qu'ils soient installés par les services de la commune conformément aux normes universelles, comme il y a lieu aussi de supprimer bon nombre de ralentisseurs mal installés et qui ne servent à rien».

Ces ralentisseurs qui portent préjudice aux biens d'autrui ne sont pas érigés s dans certaines artères du centre de la ville de Ghardaïa, à savoir : sur la route de Laghouat et l'avenue du 1er Novembre.

Il importe donc de noter que selon le constat établi sur le terrain, ce triste état de fait n'est spécifique qu'à l'intérieur de certains quartiers périphériques de la ville de Ghardaïa, à savoir sur la route de la palmeraie, Ben-S'Mara, Mermède, Belghanem, Chouahines, et Attrouche. De quoi se poser milles et une question.

De Ghardaïa, Aissa Hadj Daoud

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Entre Trump et Biden, «le pire débat de l'histoire des États-Unis»

La cacophonie qui a entouré le premier débat présidentiel aux États-Unis a empêché les deux candidats de s'exprimer sur le fond. Les électeurs sont déçus.



«Le pire débat de l'histoire américaine ». La sentence est sévère, mais c'est pourtant ce que pense Joy Roller, une électrice démocrate de Cleveland, après avoir visionné le premier débat entre Donald Trump et Joe Biden. Les deux candidats à la présidentielle américaine se sont affrontés de manière houleuse, mardi soir, dans sa ville de l'Ohio. Au point que le modérateur, le journaliste de Fox New Chris Wallace, semblait parfois incapable de maintenir la discipline sur le plateau télévisé.

Pour Joy Roller, 66 ans, la rencontre a donné lieu au « chaos ». « C'était parfois difficile à regarder. Biden a clairement tenté de se placer au-dessus de la mêlée en essayant de ne pas répondre aux attaques du président. J'ai trouvé que sa technique consistant à regarder directement la caméra pour s'adresser au public américain a montré combien il se souciait de nous. »

Shannon, une partisane de Donald Trump de 53 ans, reconnaît avoir elle-même été « déçue par l'impatience du président ». « J'aurais aimé qu'il soit plus calme. Mais Biden ne m'a pas fait meilleure impression. J'ai trouvé que ses réponses étaient vagues et creuses. » Ni Joy ni Shannon n'ont donc changé d'avis sur leur favori dans la course.

Quant aux électeurs qui cherchaient des réponses sur des questions de fond, ils devront attendre le prochain débat. Pour l'activiste Emma DiLavore, du mouvement écologiste « Sunrise », la rencontre de mardi soir a été une occasion manquée pour Joe Biden. « J'aurais aimé qu'il souligne davantage les enjeux de la crise climatique et ce que nous pouvons faire pour minimiser les dégâts. J'ai été déçue de voir la conversation se réduire à une question d'argent et de voitures », confie cette étudiante qui a manifesté avec des centaines de personnes dans le centre de Cleveland mardi.

George Zadigian, un républicain anti-Trump qui s'est donné pour mission de convaincre ses camarades de glisser un bulletin dans l'urne pour Joe Biden, reste lui aussi sur sa faim : « Trump s'est comporté comme une brute, de façon très puérile et malpolie », dénonce-t-il. Quant à Biden, « il semblait un peu pâle », regrette-t-il. « Il aurait pu mieux articuler ses idées, je suis un peu déçu. Le bilan de tout cela, c'est qu'il sera difficile de dire si ce chaos a pu permettre de faire basculer des électeurs. » Dans une Amérique plus polarisée que jamais, la faible portion d'électeurs indécis – environ 11 %, selon un sondage NBC News/Wall Street Journal d'il y a dix jours – sera cruciale pour le résultat du 3 novembre. Et ce d'autant plus en Ohio, où les deux candidats sont au coude-à-coude.

La chaîne CNN a invité 14 de ces Américains dont le cœur balance entre Donald Trump et Joe Biden à livrer leur verdict après le débat. « C'était épuisant, comme de voir deux enfants se chamailler », a estimé l'une d'entre elles, « épuisée » par les interruptions permanentes. Bilan, selon la présentatrice Ana Cabrera : « il n'y a pas eu de vrai vainqueur ce soir ». **R. I.**

HAUT-KARABAKH

Pas de pourparlers en vue, l'Arménie et l'Azerbaïdjan déterminés au combat

LA SITUATION s'envenime jour après jour dans le conflit qui oppose l'Azerbaïdjan à l'Arménie autour du Haut-Karabakh, faisant craindre une internationalisation de celui-ci. L'Arménie a jugé prématuré, mercredi 30 septembre, l'idée de pourparlers avec l'Azerbaïdjan sous l'égide de la puissance régionale russe, au quatrième jour de combats sanglants dans ce territoire séparatiste azerbaïdjanais soutenu par Erevan.

Le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a fermé la porte à des négociations de paix immédiates, quelques heures après un vote unanime du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à la fin des hostilités et à « reprendre sans tarder des négociations ». « Il est inapproprié de parler d'un sommet Arménie-Azerbaïdjan-Russie alors que des combats intenses sont en cours », a-t-il répondu à des médias russes l'interrogeant, selon l'agence Interfax, estimant que « pour des négociations, il faut une atmosphère et des conditions adéquates ».

De son côté, la diplomatie de l'Azerbaïdjan a fait savoir mercredi qu'elle allait poursuivre ses opérations militaires jusqu'au retrait des forces arméniennes. Tant que « nous ne verrons pas clairement les troupes arméniennes quitter le territoire de l'Azerbaïdjan, nous continuerons notre opération militaire légitime », a déclaré la représentation du pays à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont le groupe de Minsk est le médiateur du conflit depuis les années 1990.

Ce groupe, coprésidé par la Russie, la France et les Etats-Unis, n'est pas parvenu à trouver une solution durable au conflit dans ce territoire ayant fait sécession de l'Azerbaïdjan avec le soutien arménien. Une guerre au début des années 1990 y avait déjà fait 30 000 morts.

La Russie, puissance régionale du Caucase du Sud, entretient des relations cordiales avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, des ex-républiques soviétiques. Erevan fait partie d'une alliance militaire dominée par Moscou, qui fournit des armes aux deux camps. Le Kremlin, qui réclame la fin immédiate des combats, les plus graves depuis 2016, s'est dit disposé à une médiation, une guerre ouverte entre Bakou et Erevan risquant de déstabiliser une région déjà volatile, où les intérêts de nombreuses puissances sont en concurrence.

Selon des bilans officiels, probablement très partiels, les combats d'ampleur qui ont éclaté dimanche ont coûté la vie à 98 personnes, dont 81 combattants séparatistes arméniens et 17 civils des deux côtés du front. L'Azerbaïdjan n'a communiqué aucune perte militaire, et les deux camps se rejettent la responsabilité des hostilités.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Haut-Karabakh : la Turquie souffle sur les braises du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie Le nombre de morts s'annonce bien plus important. Le ministère azerbaïdjanais de la défense indique que « d'intenses combats se poursuivent » mercredi, et que depuis le week-end 2 300 séparatistes arméniens ont été tués.

Tout en accusant son adversaire de viser des positions civiles, il revendique la destruction de 130 chars, 200 pièces d'artillerie, 25 batteries antiaériennes et de missiles sol-air S-300. Le porte-parole du ministère arménien de la défense, Artsrun Hovhannisyan, a, quant à lui, revendiqué « 137 chars et blindés détruits, 72 drones et 7 hélicoptères ainsi qu'un avion de guerre abattus. 790 soldats azerbaïdjanais ont été tués, et 1 900, blessés ». L'ensemble de ces données était invérifiable de source indépendante.

Dans les deux pays, une rhétorique belliqueuse au cours de ces derniers mois a nourri la ferveur patriotique. La mobilisation et la loi martiale y ont été décrétées. Et des hommes en âge de combattre se portent volontaires pour le front. L'Azerbaïdjan affirme avoir fait des gains territoriaux et perturbé les lignes d'approvisionnement arméniennes. Le Haut-Karabakh dit, au contraire, avoir regagné des positions perdues.

L'Arménie a, de son côté, affirmé mardi qu'un chasseur-bombardier turc soutenant l'Azerbaïdjan avait abattu un de ses avions militaires, ce qu'ont aussitôt démenti Ankara et Bakou. Or, une intervention militaire directe turque marquerait un tournant majeur et l'internationalisation du conflit, un éventuel scénario catastrophe.

Ankara est la seule puissance à ne pas avoir appelé à un cessez-le-feu, encourageant, au contraire, son allié azerbaïdjanais à reprendre le contrôle du Karabakh par la force et se déclarant mardi déterminée à l'aider à « recouvrer ses terres occupées et à défendre ses droits et intérêts selon le droit international », conspuant ainsi l'Arménie, son adversaire historique.

Le Kremlin a, lui, appelé mardi la Turquie, avec qui Moscou entretient des relations compliquées mais pragmatiques, à s'abstenir de jeter « de l'huile sur le feu » et à œuvrer pour la paix. « La France demeure extrêmement préoccupée des messages guerriers que la Turquie a eus ces dernières heures, au fond décomplexant l'Azerbaïdjan dans ce qui serait une reconquête du Nord Karabakh, et cela, nous ne l'accepterons pas », a réagi mercredi Emmanuel Macron.

Le chef de l'Etat français a annoncé qu'il aurait des entretiens avec son homologue russe, Vladimir Poutine, mercredi soir, et avec le président américain, Donald Trump, jeudi, avant de rendre compte de la situation devant le Conseil européen. « Je dis à l'Arménie et aux Arméniens, la France sera dans son rôle », a insisté M. Macron.

Ankara a vivement réagi aux propos du président français. « La solidarité exprimée par Macron envers l'Arménie, tandis qu'il ne se préoccupe pas pour les territoires d'Azerbaïdjan, signifie qu'il soutient l'occupation », a affirmé le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu.

« Nous sommes près d'une guerre à grande échelle, peut-être même à l'échelle régionale », s'inquiète Olesya Vartanyan, analyste de l'International Crisis Group. Les ONG de













JEUDI







télévision

PROGRAMME DU JOUR

22h15 Série policière (2017 - Etats-Unis) — TF1
Esprits criminels

20h05 Autre - Emission spéciale — France 2
Unis pour le Liban

20h10 Série dramatique (2019 - Etats-Unis) — 6ter
9-1-1

20h00 Série de suspense (2020 - Espagne) — CANAL+
The Head

20h00 Cinéma - Comédie — W9
France - 2017
Rock'n' Roll

19h55 Cinéma - Film policier — CINE + FRISSON
Etats-Unis - 1998
L'arme fatale 4

20h05 Magazine de société — 6ter
Familles extraordinaires

20h01 Cinéma-Film d'action — CINE + PREMIER
22 Miles

19h40 Divertissement-humour — C8
Touche pas à mon poste !

20h00 Cinéma - Comédie dramatique — CINE CINEMA
Hors normes

20h00 Cinéma - Film d'animation — CANAL+ family
Le roi lion

19h40 Société (France) — TMC
L'agence : l'immobilier de luxe en famille

09h36 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique (2020 - Grande-Bretagne)
Saison 1 - Épisode 1: No Sleep
Breeders

20h00 Série politique (2018 - France)
Saison 3 - Épisode 3: #MeToo
Baron Noir

Michel Vidal est persuadé que Philippe joue un double rôle au sein de son parti. Il décide de le surveiller. Il lui demande de l'accompagner quelques jours en Espagne. A l'université de Jussieu, un groupuscule violent et raciste s'en prend à plusieurs étudiants. Salomé qui prenait des photos pour un reportage est molestée. Amélie Dorendeu veut mettre en place un vaste plan écologique, en partenariat avec l'Allemagne.

21h52 Série policière (2020 - France)
Saison 8 - Épisode 7: Episode 7
Engrenages

Gilou et les hommes de Cisco mettent au point un plan pour voler la drogue de l'Alsacien lors d'une de ses transactions.













VENDREDI









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h05 Téléréalité — TF1
Koh-Lanta

19h55 Série policière (2019 - France) — France 2
Candice Renoir

20h10 Série dramatique (2019 - Etats-Unis) — 6ter
Bull

20h10 Cinéma - Film de science-fiction 2019 — CANAL+
Star Wars Episode IX : l'ascension de Skywalker

20h05 Magazine de société — W9
Enquête d'action

19h50 Cinéma - Film de science-fiction — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 2014
Robocop

19h50 Série d'animation (2010 - Etats-Unis) — 6ter
Saison 20
Les Simpson

20h00 Cinéma - Comédie — CINE+ PREMIER
Nicky Larson et le parfum de Cupidon

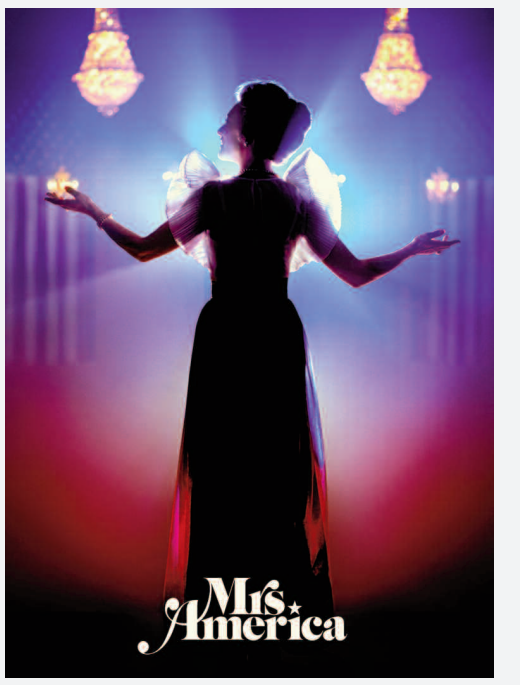
20h15 Magazine de reportages — C8
Enquêtes paranormales

20h04 Cinéma - Comédie — CINE+ CINEMA
Une pure affaire

20h00 Cinéma - Film d'animation 2019 — CANAL+ family
France - Belgique - 2016
Robinson Crusoé

20h15 Série policière (2010 - Etats-Unis) — TMC
Rizzoli & Isles

11h13 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique (2020 - Etats-Unis)
Saison 1 - Épisode 1: Phyllis

Mrs. America

Dans les année 1970, l'Equal Rights Amendments, une proposition d'amendement qui vise à inscrire dans la constitution l'égalité entre les sexes est sujet à un vaste débat aux Etats-Unis. Phyllis Schlafly brillante activiste et mère de famille, se pose comme une farouche opposante à l'ERA qui doit être ratifié par 38 au moins Etats de l'Union pour être adopté. Débute alors une lutte âpre avec les représentantes du Mouvement de libération des femmes.

21h30 Série dramatique (2019 - Etats-Unis)
Saison 7 - Épisode 9: Sur écoute

Ray Donovan

Daryll est poussé à bout par la famille Sullivan. De son côté, Mickey convoite toujours l'argent de Jim. Terry se lie d'amitié avec un personnage surprenant lors d'une thérapie. Smitty essaie de justifier sa trahison envers Bridget.

20h05

Série dramatique (2020 - Grande-Bretagne)
Killing Eve

CHLEF

Arrestation d'une personne en flagrant délit de pratique de sorcellerie dans son domicile

UN INDIVIDU a été arrêté par les éléments de la brigade criminelle de la sûreté de wilaya de Chlef, en flagrant délit de pratique de sorcellerie au niveau de son domicile, a-t-on appris hier, auprès de ce corps de sécurité.

« Un individu, âgé de 51 ans a été arrêté dans son domicile, sis au centre-ville de Chlef, en flagrant délit de pratique de rites de magie et de sorcellerie », a indiqué le chargé de la communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Cherif Ankoud.

L'arrestation de cet individu a été rendue possible grâce à l'exploitation d'informations signalant qu'il pratiquait la sorcellerie au niveau de son domicile, a-t-il ajouté.

Les investigations menées par la suite, ont permis, a-t-il ajouté, l'arrestation du suspect en flagrant délit de pratique de sorcellerie, avec la saisie au niveau de son domicile d'objets divers, dont des talismans, bougies, plomb, photos d'hommes et de femmes, l'encens et d'autres produits utilisés dans les rites de sorcellerie, ainsi que des exemplaires du Saint Coran, déchirés et souillés.

Le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République prés le tribunal de Chlef, sous le chef d'accusation de « pratique de magie et de sorcellerie et profanation du Saint Coran », es-il précisé de même source.

R.R

ORAN

Les médecins de l'EHU d'Oran affectés à l'Hôpital de Haï Ennedjma, regagnent leurs services

LES MÉDECINS spécialistes de l'EHU d'Oran (1er novembre 1954) affectés à l'Hôpital de Haï Ennedjma (Ex Chtaïbo) dans le cadre de la prise en charge des malades Covid-19 ont regagné leurs services habituels au sein de leur établissement d'origine à l'exception des médecins spécialistes en pneumologie et maladies infectieuses et les réanimateurs, a-t-on appris hier, auprès de l'EHU d'Oran.

En raison de la diminution significative du nombre de cas positifs de Covid-19, les médecins spécialistes, généralistes, paramédicaux de différentes spécialités de l'EHU d'Oran, affectés à l'hôpital de Haï Ennedjma ont rejoint hier leurs services a l'EHU d'Oran, exceptés les médecins spécialistes en pneumologie et maladies infectieuses et l'équipe des réanimateurs qui restent toujours mobilisés pour faire face à toute éventualité, a souligné la même source.

Ces équipes ont eu à traiter 127 malades hospitalisés et plus de 400 consultations de cas positifs confirmés pour le traitement en ambulatoire avec contrôle assuré ainsi que pour l'hospitalisation, et ce, depuis le début du mois de juin, date de l'ouverture de l'Hôpital de Haï Ennedjma.

L'ouverture de cet hôpital de 240 lits a été faite dans le but d'atténuer la charge sur l'EHU et le CHU d'Oran qui connaissaient une grande affluence des patients et des chiffres allant jusqu'à 300 consultations par jour.

En tout, 56 médecins tous grades et services confondus, 62 infirmiers, 10 préparateurs en pharmacie, un laboratoire d'analyses médicales sur place avec tout son staff technique, 10 femmes de ménages ainsi que le staff administratif et sécuritaire étaient mobilisés au niveau de l'Hôpital de Haï Ennedjma dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, a souligné la même source.

R. R.

BECHAR

81 médecins spécialistes en formation à l'Université Tahri Mohamed

Pas moins de 81 médecins, toutes spécialités confondues, sont en formation au niveau de la Faculté de médecine de l'Université Tahri Mohamed de Bechar, a-t-on appris hier, du recteur de l'université.



« Auparavant, six spécialistes ont été formés dans la faculté, unique du genre dans le sud-ouest du pays, et ce dans le souci de répondre aux besoins en spécialités médicales dans la région, notamment Bechar, Adrar et Tindouf », a indiqué le Pr Said Maamouri.

L'année universitaire 2020/2021 verra la sortie d'une promotion de 22 spécialistes en anesthésie-réanimation, chirurgie-générale, radiothérapie, oncologie, anatomie et histologie, ainsi qu'en sciences médicales, a précisé, pour sa part, Dr Bourmita Younes, vice-doyen de la Faculté de médecine.

Elle verra aussi la sortie d'une promotion de 32 médecins généralistes issus de la région, qui exerceront au niveau des wilayas de Bechar, Adrar et Tindouf, constituant un apport ''très important'' à la prise en charge des patients à travers ces régions du sud-ouest du pays, a-t-il ajouté.

Cet apport en personnel médical spécialisé de l'Université « Tahri Mohamed » a été obtenu grâce aux contributions et aux efforts déployés par le Pr Jamal Eddine Khelif, doyen de la Faculté de médecine, et son équipe, dans la formation de cadres médicaux et scientifiques, et aussi grâce aux multiples soutiens du ministère de l'Enseignement supérieure et de la Recherche scientifique, a encore déclaré Pr Maamouri.

Il a souhaité le lancement du projet de la nouvelle Faculté de médecine, inscrite et retenue pour la région, « appelée à répondre aux besoins en matière de formation universitaire des futurs praticiens et spécialistes de la santé pour toute la région du Sud-ouest ».

Actuellement, « 300 étudiants sont inscrits en sciences médicales et rejoindront les différentes structures hospitalières de la région du Sud-ouest du pays dès 2025 », selon Dr Bourmita. La Faculté de médecine de Bechar, ouverte durant l'année universitaire 2014/2015, constitue » un atout très important' » pour le futur projet de Centre hospitalo-universitaire de Bechar, puisqu'elle répondra aux besoins de la future infrastructure sanitaire et universitaire en personnel médical spécialisé, selon le Pr Maamouri. En outre, le recteur de l'Université Tahri Mohamed de Bechar a appelé à la prise en charge des préoccupations sociales du personnel médical, notamment en matière de logement. **R.R**

ANSEJ À GHARDAÏA

Signature de huit conventions entre l'ADE et des micro-entreprises pour la sous-traitance

L'UNITÉ de l'Algérienne des eaux (ADE) de GHARDAIA a signé huit conventions avec des micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) pour promouvoir un programme de sous-traitance dans différents métiers liés à l'eau, a-t-on appris hier, auprès de l'ADE.

Cette contractualisation avec ces jeunes promoteurs spécialisés dans les métiers liés à l'eau vise à les soutenir par un plan de charge conséquent afin de stimuler la création de postes de travail pour des jeunes dans les différentes localités gérées par l'ADE, a indiqué le chargé de la communication de cette structure, Slimane Oulad Ali.

Il s'agit principalement d'une prise en charge des fuites d'eau, les raccordements individuels, le placement de compteurs pour les nouveaux abonnés ou le remplacement d'anciens compteurs à travers les onze communes gérées par l'ADE de Ghardaïa, a-t-il précisé.

Inscrite dans le cadre d'une convention signée entre le ministère des Ressources en eau et le ministère délégué chargé de la micro-entreprise, l'initiative vise à soutenir les efforts du secteur de l'hydraulique en matière d'amélioration du service public concernant l'alimentation en eau potable (AEP) et la lutte contre la déperdition et les fuites d'eau estimées à plus de 9.830 cas annuellement, a ajouté M.Oulad Ali.

Cette initiative permet également l'accompagnement à distance des micro-entreprises, la garantie de leur pérennité et l'encouragement des jeunes à l'entreprenariat, a-t-il poursuivi.

Selon les informations recueillies auprès de l'ADE de Ghardaïa, la wilaya, qui a hérité de 17 forages en 1962, compte actuellement quelque 150 forages d'AEP avec une capacité globale de près de 300 m3/ jour, en plus de 110 réservoirs et un réseau d'AEP de plus de 1.260 km, avec une dotation journalière de 250 litres et un taux de raccordement à l'eau potable de 97%. La wilaya de Ghardaïa totalise plus 103.820 abonnés au réseau d'AEP. **R.R**

EL-OUED

Campagne de collecte des manuscrits scientifiques de la région

UNE CAMPAGNE de collecte et d'archivage des manuscrits scientifiques de la région d'El-Oued vient d'être lancée dans la wilaya, à l'initiative de la bibliothèque principale publique « Mohamed Tahar El-Adouani », a-t-on appris hier, des responsables de cette structure culturelle.

Cette action, première du genre dans la wilaya, s'inscrit dans le cadre du programme culturel de la bibliothèque concernant la réhabilitation des anciens manuscrits et documents à haute valeur scientifique, mettant en exergue les spécificités historiques de la région d'El-Oued, a expliqué le directeur de la bibliothèque, Tidjani Tama.

Dans le but d'assurer une adhésion à ce projet d'envergure, la bibliothèque a prévu l'exploitation de moyens de communication modernes pour convaincre les propriétaires de manuscrits et anciens documents d'adhérer à cette campagne, a-t-il expliqué.

Selon le même responsable, les structures culturelles et scientifiques, dont l'université, les associations à caractère culturel à travers la wilaya sont également appelées à s'impliquer dans cette action visant la préservation de la mémoire collective de la région, et ainsi de la mémoire nationale.

La première phase de cette ambitieuse campagne, pour laquelle ont été mobilisés des cadres de la bibliothèque principale et de six annexes communales, consiste en l'organisation d'une présentation virtuelle sur les manuscrits et documents, ciblant les étudiants et les chercheurs concernés par le patrimoine culturel et historique de la région d'El-Oued, a fait savoir M. Tama.

La seconde phase conviera les chercheurs et les historiens à réviser ces écrits traitant de l'Histoire de la région, en vue d'enrichir le patrimoine de la bibliothèque algérienne, a-t-il conclu.

R. R.

MUSÉE NATIONAL DU BARDO D'ALGER

La reine Tin Hinan est de retour

La collection muséale de Tin Hinan, composée du squelette, des bijoux et du mobilier funéraire de la reine touareg, sera de retour au musée public national du Bardo avant la fin de l'année en cours.

Le Bardo a rouvert ses portes aux visiteurs récemment, après près de six mois de fermeture dans le cadre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus, il prévoit le retour de cette collection qui est retirée du musée, en 2006, avant le début des travaux de réhabilitation.

Selon Tidjedam Khalifa, responsable de la communication et de l'animation du musée, la collection Tin Hinan n'est pas exposée depuis la fin des travaux en 2013 pour « absence de moyens techniques nécessaires à une exposition idéale et aux normes mondiales en adéquation avec l'importance de cette collection », rapporte l'Agence presse service d'Algérie. Découvert en 1925 lors d'une fouille archéologique franco-américaine dans la localité de Abalessa (80 km du chef-lieu de la wilaya de Tamanrasset), le squelette de Tin Hinan, daté du IVe siècle, sera transféré aux Etats-Unis avec les bijoux et le mobilier funéraire pour revenir au musée du Bardo à Alger cinq ans plus tard. Selon les récits, chants et légendes de la région, Tin Hinan, dont le nom voudrait dire « celle des tentes » ou « celle qui vient de loin », serait venue depuis la région du Tafilalt (sud-est du Maroc actuel), elle sera élue Tamenokalt de l'Ahaggar (l'équivalent de chef de plusieurs tribus).



Bâti à la fin du XVIIe siècle pendant la Régence d'Alger, il devient musée de préhistoire et d'ethnographie en 1930 sous la colonisation française. Le musée Bardo est également connu pour son exposition dédiée à la préhistoire et aux résultats des différentes fouilles archéologiques opérées en Algérie, il propose des objets recueillis du bassin archéologique de Ain Lahneche, non loin de Sétif, qui témoignent d'une présence humaine remontant à plus de 2.4 million d'années. Ce site d'Ain Lahneche est considéré comme le deuxième plus ancien site d'occupation humaine au monde, après celui de Gona en Ethiopie daté de 2.6 million d'années. Le musée expose également la mandibule de l'Atlanthropus mauritanicus, découvert dans le bassin archéologique de Tighennif à Mascara, il est considéré jusqu'à aujourd'hui comme le premier humain en Afrique du nord. Le nombre de visiteurs au musée reste cependant « modeste comparativement à l'affluence d'avant la fermeture » en mars dernier, selon Tidjedam Khalifa qui précise que « la grande majorité des visiteurs sont des habitants de la capitale ». Depuis sa réouverture, le musée du Bardo a adopté des mesures préventives comme la limitation du nombre de visiteurs, la suspension des visites de groupes d'étudiants et d'écoliers, l'obligation du port du masque, de désinfection des mains et des chaussures et de prise de température. Le musée a également élaboré un parcours marqué au sol pour respecter la distanciation nécessaire entre visiteurs.

R. C

CONTE ET ARTS DE L'ORALITÉ

La mise en valeur au menu

LA NÉCESSITÉ d'accompagner un « renouveau et une plus grande diffusion du conte et des arts de l'oralité » par la facilitation d'accès aux salles et structures du secteur de la Culture a été au cœur d'une rencontre du réseau de conteurs professionnels algériens, organisée mardi à Alger.

Lors de cette rencontre tenue à la Bibliothèque nationale dans le cadre de la manifestation La rentrée culturelle, les participants ont plaidé pour une facilitation de « l'accès aux salles de spectacle » et pour la création d'un espace dédié aux contes dans les maisons de la culture et les bibliothèques de lecture publique. Les volets de la formation et de l'édition ont aussi été abordés afin d'organiser des résidences d'écriture et de création et d'éditer des recueils de contes au même titre que



d'autres publication. Ces professionnels du spectacle demandent également l'organisation de festivals dédiés au conte et de tournées nationales qui « ne nécessitent pas la mobilisation de grands moyens financiers » et de pouvoir se produire dans toutes les structures de la culture. Afin de faire évoluer le conte contemporain et aider à la création, les participants invitent « l'Education nationale à s'impliquer pour une plus grande diffusion dans les établissements » et souhaite profiter de l'apport et de l'expertise d'anthropologue et ethnologues. Inaugurée samedi, la manifestation La rentrée culturelle propose également une exposition collective de peinture à la galerie Baya du Palais de la Culture Moufdi-Zakaria et une exposition de photographies à la villa Dar Abdelatif et prévoit encore un rencontre avec de jeunes écrivains et une journée dédiée à l'œuvre de l'écrivain Mohamed Dib à la Bibliothèque nationale. Avec la contribution des directions de la Culture et des maisons de culture, une rentrée culturelle locale dans chaque wilaya est également organisée.

APS

26e anniversaire de la mort de Hasni

LE MILIEU artistique et des associations de la société civile d'Oran ont commémoré, mardi, le 26e anniversaire de l'assassinat du Prince de la chanson sentimentale raï, Cheb Hasni Chekroune. Un groupe d'artistes et des représentants d'associations de la société civile de la capitale de l'Ouest algérien, des invités qui ont effectué le déplacement des wilayas limitrophes et d'autres plus lointaines, se sont regroupés devant le siège de l'association Art et culture et protection du patrimoine musical oranais, organisatrice de l'événement au niveau de la place du 1er-Novembre d'Oran, avant de se diriger vers le cimetière d'Aïn El Beida pour déposer une gerbe de fleurs sur la tombe du défunt. Les organisateurs de cet événement ont saisi l'occasion pour mettre en exergue les qualités du défunt artiste, « un des porteurs de l'étendard de l'art oranais authentique ». Hasni Chekroune, né le 1er février 1968, est assassiné devant son domicile au quartier de Gambetta d'Oran, le 29 septembre 1994.

AGENDA

CERVANTES Cycle de conférences en ligne (chaîne Youtube de l'Institut Cervantes d'Alger) Sur les traces de Cervantes à Alger. Par María Pilar Garrido Clemente. 18h.
Les clés arabo-islamiques du Quichotte : aujourd'hui, jeudi 01 octobre.
La Plume suprême : le vendredi 02 octobre.

PHOTO Exposition de photographies et de vidéo de Rafik Zaidi. Dar Abdeltif à Alger, jusqu'au mercredi 07 octobre. Rencontre avec des femmes sahraouies à Tifariti, Sahara Occidental. Portraits et entretiens.
HOMMAGE Exposition sur la vie et l'œuvre de l'auteur et dramaturge Mohia alias Mohand ou Yahia jusqu'au mercredi 07 octobre. Bibliothèque nationale, El Hamma-Alger.

ECRIVAIN Rachid Mimouni, une autorité intellectuelle positive (épisode 4) par Benaouda Lebdai, professeur des Universités spécialiste de littératures coloniales et postcoloniales. Jusqu' au vendredi 30 octobre en ligne : youtube.com/watch?v=7bbwW9CPt50 Les multiples facettes d'un talent fauché en pleine maturité créatrice, à un moment où l'Algérie avait tant besoin de ses intellectuels et de ses démocrates.

CHANTEUR Khaled revisité. Du dimanche 25 octobre au lundi 30 novembre en ligne. Dans les années 1990, il devient le chanteur algérien le plus célèbre avec des titres comme Didi, Aïcha et C'est la vie.
»...https://www.youtube.com/watch?v=5dWeeUIZFgA

LIVRE Ali Rédha El Jazairi, gouverneur de Tripoli, un livre du professeur Mostefa Khiati, éditions Ac com. 120 pages sur Ali Rédha El-Jazaïri (1820-1876), écrivain, chef militaire, médiateur et gouverneur de Tripoli sous l'empire ottoman, et sur la vie de son père Hamdane Ben Othman Khodja (1773-1842), écrivain et conseiller à la Santé auprès de la Sublime Porte.

SINGLE Nouveaux titres du groupe pop Index d'Alger sur Youtube : Douwari (mon douar, 04 : 37) ; Aâyit (Je suis fatigué, 03: 55) ; Da Malik (03 :24). Et reprise de Sept heures moins quart, titre adapté à l'urgence sanitaire pour prévenir contre la propagation du coronavirus.

CLIP Chanson Qololi (Dites-moi) du collectif El Bandia Social Club. Avec les artistes Hamidou, Baâziz, Abderahmane Djalti, Kamel Bouakaz, Fouad Chemlal, Mohamed Lamine, Fathi Tabouche, Hakim Salhi, Mohamed KG2, Noureddine Allane, Mohamed Reda Djender, Mennacer Mustapha et Reda Sika. Espace dédié aux activités des artistes algériens.

PHOTO Atelier de formation avec le photographe Fouad Bestandji. Formation complète. Le samedi 17 octobre. 10h-16h.
Réservation et infos en ligne dans la limite des places disponibles: Tel : 0550386661 ou aller à bestandji.com/formation
Réglages de base. Le matériel est fourni pour la pratique et un studio photo disponible sur place pour les exercices. La réussite au test de fin de formation donnera droit à une attestation de succès.

GALERIE Ouverture d'un nouvel espace d'art à Oran : L'Atelier 31 par l'artiste Mouna Bennamani. Expositions et animation d'ateliers.

Comment un vieux téléviseur a causé une panne d'Internet de 18 mois pour tout un village



Tous les jours à sept heures du matin, tous les habitants d'un village gallois n'avaient plus accès à Internet. Une équipe technique a finalement percé le mystère qui aura duré 18 mois.

Systématiquement vers 7 heures du matin, Internet ne fonctionnait plus à Aberhosan, dans le comté de Powys, et personne n'arrivait à comprendre pourquoi.

Openreach, qui appartient à la compagnie de télécommunications BT, a effectué de nombreux tests au sein du village, sans trouver la source du problème qui touchait même certaines habitations autour du village. Confronté à ce problème permanent depuis des mois, un ingénieur d'Openreach, Michael Jones, a voulu aller au fond des choses, il a donc fait appel à une équipe d'ingénieurs en chef. "L'impossibilité de résoudre ce problème était très frustrante. Nous étions parfois abattus, mais toujours déterminés à trouver une solution", a-t-il expliqué.

Il a ajouté que l'équipe avait "essayé toutes les autres possibilités" avant de se lancer dans un test d'interférence électrique pour détecter un phénomène appelé "bruit impulsionnel". Un matin, l'équipe a parcouru le village à pied avec un analyseur de spectre sous une "pluie torrentielle".

Le téléviseur coupait l'accès au haut débit

À 7 heures du matin, l'appareil a détecté une salve d'interférences. Ils ont tracé ce mouvement jusqu'à une propriété du village et ont finalement eu leur réponse. "À 7 heures du matin, un homme allumait systématiquement son vieux téléviseur, ce qui avait pour effet de couper l'accès au haut débit pour tout le village", a déclaré Michael Jones.

"Comme vous pouvez l'imaginer, lorsque nous lui avons fait remarquer cela, il était choqué de voir que son vieux téléviseur d'occasion était la cause de larges problèmes pour tout le village, et il a immédiatement accepté de l'éteindre et de ne plus l'utiliser", témoigne Jones.

Openreach a déclaré qu'il n'y avait plus eu d'autres problèmes avec le réseau du village depuis lors.

Non seulement Aberhosan a vu son mystère Internet résolu, mais le village rural devrait également être connecté à la fibre optique dans le courant de l'année.

Une capsule temporelle de 1873 découverte dans un mur d'un musée

UNE CAPSULE TEMPORELLE datant du 19e siècle a refait surface lors de la rénovation de la plus ancienne synagogue de Manchester, au Royaume-Uni, a indiqué jeudi The Guardian. Le récipient en verre se trouvait caché dans un mur de l'actuel Musée juif local, le sceau de cire toujours intact.

Le musée est fermé depuis plus d'un an pour une rénovation estimée à 5,5 millions d'euros. La capsule aurait été cachée vers 1873, soit il y a près de 150 ans. La découverte intervient juste avant Yom Kippour.





Le contenu du tube en verre, soit des journaux, papiers et vieilles pièces de monnaie, devrait être exposé après la réouverture du musée au printemps prochain. Grâce au document, l'équipe muséale espère en apprendre plus sur le passé du bâtiment. L'institution mancunienne renferme plus de 30.000 objets et constitue le seul musée juif du Royaume-Uni, hormis celui de Londres.

Saviez-vous qu'avoir un chat a des bienfaits sur notre santé ?



LES SCIENTIFIQUES qui étudient le lien entre l'homme et les animaux, ont révélé qu'avoir un chat a des bienfaits sur la santé humaine. Vivre avec un chat à la maison renforce la communication sociale et diminue la dépression grâce aux exercices, aux jeux et aux rires. Cela permet également de renforcer le système immunitaire.

Les plus anciennes traces de la relation entre l'homme et le chat datent d'un ossement de chat de 9.500 ans découvert dans un cimetière humain à Chypre…

Il n'y avait pas de chats à Chypre jusqu'à ce que les premiers agriculteurs arrivés d'Anatolie aient emporté avec eux sur le bateau menant à Chypre, des chats sauvages. Cela dévoile également que les hommes cohabitent avec les chats depuis près de 10.000 ans en Anatolie, soit depuis le début de l'agriculture.

Le chat de Van, une des plus belles races de chat, est une race pure vivant dans le bassin du lac de Van. Ces chats ont un œil bleu et un œil ambré, ce qui est un trouble génétique fréquent. Ils ont une queue panachée ressemblant à celle d'un renard, de couleur blanche et des poils soyeux. Ils aiment beaucoup l'eau et se baigner. Le chat de Van a été officiellement enregistré en tant que valeur de Van le 22 avril 2006.

Turquie: 1,3 million de visiteurs au palais de Dolmabahce en 2019



ENTRE 2018 ET 2019, une hausse de 27% a été constatée dans le nombre de touristes ayant visité les palais historiques et pavillons se trouvant sous le toit de la Direction de la gestion des Palais nationaux

Plus d'un million de touristes ont visité le palais de Dolmabahce à Istanbul en 2019, a fait savoir la direction de la gestion des Palais nationaux.

D'après un communiqué diffusé, jeudi, par la direction de la gestion des Palais nationaux, entre 2018 et 2019, une hausse de 27% a été observée dans le nombre de touristes ayant visité les palais historiques et pavillons se trouvant sous son toit.

Ainsi, le nombre de touristes est passé de 1,430 million à 1,815 million entre 2018 et 2019. Par ailleurs, le nombre de visiteurs étrangers a affiché une hausse de 43% au cours de la même période, passant de 700 milles à 1 million.

Quant au palais de Dolmabahce, il a accueilli 1,306 million de touristes, dont 915 milles étrangers.

Sur la rive asiatique d'Istanbul, le palais de Beylerbeyi s'est placé en tête de liste des palais ayant accueilli le plus de visiteurs avec 173 415 touristes, suivi du palais Ihlamur Kasri avec 85 milles visiteurs.

5G : l'Arcep lance la fin des enchères sous haute tension



Technologie : Les opérateurs vont enfin pouvoir batailler pour s'offrir les dernières fréquences destinées à la commercialisation d'offres 5G. Une procédure qui devrait avoir lieu sous tension, alors que la 5G fait l'objet d'une méfiance sans précédent.

Le moment tant attendu par les opérateurs arrive enfin. Ceux-ci vont enfin pouvoir délier les cordons de la bourse pour s'offrir les 110 MHz de fréquences encore disponibles pour déployer la 5G. L'Arcep lancera en effet ce mardi la dernière ligne droite de son appel d'offres pour l'octroi des fréquences nécessaires à la commercialisation d'offres 5G. Malgré les polémiques entourant la nouvelle génération de technologies mobiles, les pouvoirs publics espèrent tirer un minimum « de 2,17 milliards d'euros pour l'ensemble des fréquences attribuées » aux quatre opérateurs en lice.

Si ces derniers se sont déjà octroyés chacun une bande de 50 MHz chacun sur la bande reine de la 5G – celle des 3,5 GHz – pour un prix unitaire de 350 millions d'euros, ils doivent encore enchérir pour s'offrir 11 blocs de 10 MHz. Le prix de départ de ces blocs, qui suscitent forcément l'intérêt des opérateurs, a été fixé à 70 millions d'euros par le gendarme des télécoms et les autorités.

« L'enchère principale sera suivie par une enchère de positionnement, environ 3 semaines plus tard. Les autorisations d'utilisation de fréquences seront délivrées aux opérateurs mobiles environ 3 semaines après la fin de l'enchère de positionnement », a récemment détaillé le gendarme des télécoms. La commercialisation des premières offres 5G est prévue quant à elle en fin d'année. A noter que l'ensemble de la procédure initiée par l'Arcep ne concernera pas la bande des 26 GHz, dite millimétrique, qui doit permettre à la 5G de porter une réelle révolution en terme de débit et de latence.

AVALANCHE DE CRITIQUES

Reste que la 5G est encore loin de faire l'unanimité. Près de 70 élus de gauche et écologistes ont en effet exigé mi-septembre un moratoire sur l'attribution des fréquences. Une demande repoussée par le gouvernement, qui a décidé d'accélérer l'attribution de ces fréquences sans attendre le prochain rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) prévu en mars 2021, en mettant en avant le retard déjà enregistré par la France dans ce domaine, par rapport à ses voisins européens.

Rappelons que pour une partie de la gauche française, le déploiement de la 5G « intervient sans étude d'impact climatique et environnemental, ni aucune consultation publique préalable », alors même que « l'utilité réelle de la 5G est loin d'être aussi évidente que le prétendent les opérateurs ou le gouvernement ». Et de s'appuyer sur un prétendu "effet rebond" – dont l'existence est loin d'être avérée – pour conclure que la généralisation de la 5G aboutira mécaniquement à une « hausse de la consommation de données et d'usage des télécommunications, synonyme d'une très forte consommation d'énergie par la sollicitation des antennes et des serveurs ».

Mais, si la 5G possède son lot de détracteurs, ses défenseurs pourront toutefois compter sur un récent rapport de différentes autorités administratives qui conclut au caractère inoffensif sur notre santé de cette nouvelle génération de technologie mobile. Reste sa dimension environnementale, qui pose encore question et devrait continuer à alimenter les critiques de ses détracteurs.

« DES FAILLES DANS LA PÉDAGOGIE »

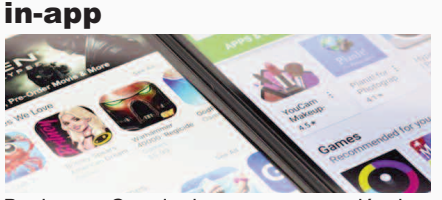
Interrogé sur le sujet, le PDG d'Ericsson France, Franck Bouétard, a récemment défendu cette nouvelle génération de technologie mobile qui devrait totaliser, selon Gartner, 21,3 % de l'ensemble des investissements consentis dans le marché des infrastructures sans fil cette année, soit une augmentation de 10,4 % par rapport à l'année dernière.

« Il faut remettre la rationalité au centre de ce débat. J'aimerais rappeler que nous avions connu les mêmes débats lors du lancement de la 3G ou de la 4G, qui sont aujourd'hui unanimement acceptées. » Pour autant, et comme beaucoup d'autres acteurs des télécoms, ce dernier reconnaît des défauts dans la pédagogie menée pour apaiser les craintes du grand public entourant cette 5G, qui suscite bien des interrogations, parfois fondées, mais parfois aussi totalement fantaisistes.

« Nous avons notre part de responsabilité dans ce cafouillage », admet le dirigeant, qui rappelle que les fréquences actuellement mises aux enchères étaient jusqu'à présent utilisées par la technologie WiMax sans que cela n'émeuve personne. « C'est à nous et aux opérateurs de réagir pour rappeler ce qu'est réellement la 5G : un ensemble de technologies mobiles qui devrait déboucher à terme sur des économies d'énergie ou sur une augmentation des débits sans augmentation de consommation d'énergie", explique-t-il, en renvoyant le lancement d'une grande campagne d'information sur le sujet après la fin de l'appel d'offres.Les opérateurs et les équipementiers ne sont pas seuls à vouloir faire de la pédagogie concernant la 5G. L'Arcep va également tâcher de faire davantage pour faire mieux connaître les caractéristiques de la nouvelle génération de technologie mobile, afin de rendre le sujet moins "explosif" d'un point de vue politique. « Aujourd'hui, on a des gens qui sont chacun dans leur coin, il n'y a pas de dialogue, pas d'argumentation et pas d'objectivation de la question », regrettait fin février Sébastien Soriano, le président de l'Autorité.

De quoi apaiser la tension qui règne autour de cette procédure d'appel d'offres majeure pour les acteurs des telcos ? Rien n'est

Android revoit son système de facturation in-app



Business : Google donne un an aux développeurs d'applications pour mettre en œuvre son système de facturation Google Play in-app. L'annonce vise à clarifier sa position, alors que plusieurs éditeurs d'applications contestent les règles mises en œuvre par Google et Apple sur leurs magasins d'applications respectifs.

Google donne à tous les développeurs d'applications Android jusqu'au 31 septembre 2021 pour adopter son système de facturation interne pour les applications distribuées sur la boutique Google Play. L'entreprise affirme également que les mêmes règles s'appliqueront à ses propres applications.

Cette mesure vise à empêcher la petite part d'applications populaires, notamment Netflix, Spotify et Epic, de contourner la facturation de Google Play dans l'application et les 30 % de taxe que Google prélève sur ces transactions.Comme l'explique Google dans un billet de blog, les développeurs qui distribuent leurs applications sur Google Play ont toujours été tenus d'utiliser ce système de facturation s'ils proposent des achats de biens numériques in app, comme par exemple des abonnements. Et la société affirme que sa nouvelle politique s'applique à moins de 3 % des développeurs ayant des applications sur Google Play.

"Nous avons clarifié le langage de notre politique de paiement pour être plus explicite sur le fait que tous les développeurs qui vendent des biens numériques dans leurs applications sont tenus d'utiliser le système de facturation de Google Play", explique Google.

La mise à jour de la politique en matière de paiements entrants exige que les développeurs utilisent le système de facturation de Google Play s'ils font payer les applications et les téléchargements. Les applications distribuées sur Play doivent également utiliser le système de facturation de Google si elles font payer pour des fonctionnalités ou des services, y compris d'éventuelles fonctionnalité supplémentaire de l'application, du contenu numérique ou des biens.

Le Forfait + à 200 DA L'ANNONCE

*UNE PETITE ANNONCE DE 4 LIGNES DONT CHACUNE COMPRENDRAIT - 26 SIGNES (ESPACE COMPRIS)



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA

*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL

******

FLASHAGE
Centre, Est : LJI

******

DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP

******

TIRAGE
3500 exemplaires

******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

CONTACTEZ AUSSI
ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59

******

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax :
(026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• Tipasa
B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2020

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

HAND-MONDIAL 2021

Alain Portes espère réussir une participation honorable

La sélection algérienne de handball, de nouveau qualifiée à une phase finale de Championnat du monde après six ans d'absence, «espère réussir une participation honorable» au Mondial-2021 qui se déroulera du 13 au 31 janvier en Egypte, a indiqué le sélectionneur Alain Portes.

«La concurrence sera probablement très rude, surtout pour la sélection algérienne, qui n'a plus pris part à ce rendez-vous planétaire depuis six ans. Mais nous sommes très fiers de figurer parmi les actuelles meilleures nations du monde et nous sommes déterminés à réussir une participation honorable», a-t-il déclaré au site officiel du tournoi.

La sélection algérienne avait décroché son billet pour cette 27e édition du Championnat du monde de handball, en obtenant la troisième place au Championnat d'Afrique 2020 disputé en Tunisie.

Ce sera sa 15e participation à une phase finale de Championnat du monde, et dont la meilleure a été incontestablement celle de 2001, en France, lorsque les «Verts» avaient obtenu la 13e place.

«Le tirage au sort nous a placés dans un groupe difficile, notamment en présence du Portugal et de l'Islande. C'est donc pour cela que nous sommes déterminés à faire le maximum pour remporter notre premier match contre le Maroc, avant d'essayer de créer la surprise lors des duels suivants», a poursuivi le Français, qui a pris les commandes techniques du Sept national en 2019.

«Notre troisième place en Tunisie a été une très bonne chose dans la quête de renouveau, et on espérait continuer à travailler sur cette bonne dynamique pour atteindre un meilleur niveau de compétition et être ainsi mieux armés pour relever le défi au Mondial égyptien. Malheureusement, la pandémie du nouveau coronavirus a freiné notre élan, ce qui est bien dommage», a-t-il regretté.

Un retard avéré sur le plan de la préparation, que Portes espère compenser en comptant essentiellement sur des joueurs expérimentés, tout en injectant un peu de sang neuf au groupe.

Toujours dans la même perspective, et pour bien peaufiner la préparation de ce Mondial-2021, la sélection algérienne disputera quelques matchs amicaux en Tunisie et en Pologne.Le staff technique national compte profiter également de la trêve internationale pour regrouper les joueurs professionnels et essayer de renforcer les liens de cohésion et de solidarité avec les locaux.



Pour la première fois de l'histoire, le Championnat du monde de handball sera marqué par la présence de 32 nations et, selon Portes, «l'Algérie s'est fixée comme objectif de passer au deuxième tour, ou tout au moins, décrocher le meilleur classement possible». Une manière de rectifier le tir après le parcours catastrophique de 2015, pendant lequel les «Verts» avaient terminé à la dernière place.

Le technicien français a conclu en assurant que l'Algérie essayera de se préparer du mieux qu'elle peut, pour réussir une participation honorable.

«Les joueurs sont parfaitement conscients de ce qui les attend et ils sont motivés. Mais ils ont besoin de se sentir en confiance et c'est pour cela qu'ils doivent être soutenus, particulièrement sur le plan psychologique», a préconisé Portes, à désormais quelques mois du coup d'envoi de la phase finale de ce Mondial égyptien.

La sélection algérienne a hérité du groupe F du Mondial-2021. Elle débutera contre le Maroc le 14 janvier, avant de défier l'Islande le 16 du même mois, puis le Portugal, deux jours plus tard, le 18 janvier.

Après plus de six mois d'arrêt en raison de la pandémie de coronavirus, l'équipe nationale de handball a repris du service dernièrement et bouclé son premier stage lundi, à Annaba. **R. S.**

MONDIAL DE RUGBY 2023

Maxime Mermoz disposé à aider l'Algérie

LA FÉDÉRATION algérienne de rugby (FAR) s'est réjouie de la volonté affichée par l'international français d'origine algérienne, Maxime Adel Mermoz à apporter son aide au rugby algérien, en prévision des prochaines échéances dont les qualifications à la Coupe du monde France-2023.

"La star franco-algérienne Maxime Adel Mermoz exprime sa volonté de contribuer au développement du rugby en Algérie", indique la FAR qui "s'en réjouit et annonce que l'ancien joueur emblématique occupera un rôle important dans notre projet de qualification à la Coupe du monde 2023".

Dans entretien au journal français Le Parisien, Adel Mermoz avait souligné qu'il voulait "aider le rugby algérien". "Je suis curieux de nature et quand Mourad Gherbi (vice-président de la Fédération algérienne) m'a parlé du projet de développer le rugby algérien, ça m'a tout de suite intéressé", a déclaré l'ancien international des "Bleus", qui vient d'annoncer sa retraite et "qui va s'engager comme dirigeant auprès de la sélection algérienne, le pays de sa mère", écrit le journal.

Passé par les meilleurs équipes de rugby dans le monde, à l'instar de Perpignan, Toulon, Newcastle et Leicester, Maxime Mermoz, 35 sélections avec le XV de France, pourrait bien disputer la Coupe du monde 2023 avec l'Algérie.

La Fédération algérienne aurait entamé les démarches auprès de World Rugby pour tenter de qualifier le joueur, qui possède la double nationalité. "Il y a une possibilité : sans aucune sélection pendant six ans, et en passant par le VII Olympique, un joueur peut jouer pour une autre sélection", soutient Mourad Gherbi

L'équipe nationale algérienne, relancée en 2017, n'est qu'à deux matchs d'une qualification pour la Coupe du monde 2023.

Quoi qu'il arrive, Mermoz sera là. "Si ce n'est pas sur le terrain, ce sera en dehors", confie-t-il. Dans un premier temps, il va s'engager en tant que dirigeant en étant chargé de convaincre les nombreux joueurs de Top 14 et de Pro D2 aux origines algériennes de rejoindre la sélection. Certains ont déjà franchi le pas (Best, Hamadache, Hireche).

"Je veux surtout aider le rugby algérien à se développer. Je participerai aussi à certains entraînements, pour mieux sentir les choses, partager davantage avec eux", a déclaré Mermoz, l'ancien Toulousain, Perpignanais et Toulonnais. **R. S.**

FAF

Rapport détaillé sur les problèmes du football national

LES PROBLÈMES du football algérien, notamment au niveau des clubs amateurs, ont été recensés dans un rapport établi par la Fédération algérienne de la discipline (FAF) qui devrait le transmettre au ministère de la Jeunesse et des Sports, a indiqué Larbi Oumamar, membre du bureau fédéral de la FAF.

Répondant aux préoccupations des membres de l'assemblée générale de la Ligue régionale oranaise, qui a tenu sa session ordinaire lundi, Oumamar, qui a représenté la FAF dans ce rendez-vous, a assuré que le bureau fédéral, dont le mandat olympique expirera en mars prochain, «a fait une analyse détaillée sur les différentes contraintes auxquelles fait face le sport roi dans le pays, et qui freinent son développement».

Il a notamment axé sur les problèmes rencontrés au niveau des paliers inférieurs, tout en affichant son «optimisme» quant à leur prise en charge par la FAF en coordination avec le MJS.

La tenue de l'assemblée générale ordinaire de la Ligue régionale oranaise (LOFA), que préside Ahmed Bensekrane depuis près de 25 ans, fut l'occasion pour les présidents des clubs et Ligues de wilayas affiliés, d'énumérer leurs «nombreux problèmes» qui se résument essentiellement au plan financier.

A cet effet, les intervenants ont fait part de leur incapacité de s'acquitter des droits d'engagement, surtout que la situation financière de leurs clubs «va de mal en pis». Laquelle situation s'est compliquée davantage, selon eux, «en raison de l'impact de la pandémie de coronavirus» qui a conduit à la suspension de toutes les compétitions depuis mars dernier.

Lire aussi: Ligue 1 professionnelle 2020-2021: la majorité des clubs pour un championnat à 38 journées

Les amendes infligées aux clubs et joueurs par les différentes commissions de discipline ont également épuisé les trésoreries des concernés, a-t-on encore fait remarquer, souhaitant que les instances en question fassent preuve de «plus d'indulgence, en ces moments difficiles».

L'apport des autorités locales, qui réservent 3% des budgets des communes au profit des clubs et associations sportifs amateurs, s'avère «très insuffisant», aux yeux des membres de l'AG de la LOFA qui ont sollicité le représentant de la FAF pour que cette dernière intervienne auprès de qui de droit afin de revoir à la hausse les subventions allouées par les autorités communales.

Ce n'est pas tout, puisque le protocole sanitaire établi en prévision de la reprise de la compétition, et ce, dans le cadre des mesures de prévention contre le coronavirus, «constitue un autre fardeau pour les clubs amateurs», ont insisté plusieurs intervenants, relevant que «même les clubs de l'élite, qui disposent de moyens financiers plus considérables, se montrent incapables de faire face aux dépenses inhérentes». **R. S.**

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TENNIS

L'AGO se tiendra samedi

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE Ordinaire (AGO) de la Fédération Algérienne de Tennis (FAT) pour l'exercice 2019, se tiendra, le Samedi 03 Octobre 2020, à la salle de presse du stade du 05 juillet (Alger), à partir de 09h30.

Seront présents aux travaux de cette AGO, uniquement les membres statutaires. A l'issue de cette AGO, un point de presse sera animé par le président de l'instance fédérale par intérim, M. Mohamed Lazar.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:00	12:19	15:39	18:16	19:33
CONSTANTINE	05:05	12:24	15:44	18:21	19:37
ALGER	05:19	12:38	15:58	18:35	19:52
OUARGLA	05:13	12:29	15:51	18:28	19:40
CHLEF	05:26	12:45	16:05	18:42	19:58
MOSTAGANEM	05:31	12:50	16:10	18:47	20:03
ORAN	05:34	12:53	16:13	18:50	20:06

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 6803 — JEUDI 1er OCTOBRE 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	26°	20°
Oran	29°	18°
Constantine	28°	15°
Ouargla	37°	23°

AIDE AUX RÉFUGIÉS SAHRAOUIS

L'UE dément une nouvelle fois les allégations du Maroc

L'Union européenne a réaffirmé une nouvelle fois, mardi, par la voix de son Commissaire à la gestion des Crises, Janez Lenarcic, que l'aide humanitaire destinée aux réfugiés sahraouis est soumise à un contrôle rigoureux, apportant un démenti très clair aux allégations infondées du Maroc sur un prétendu détournement de ces aides.



A ces accusations infondées réitérés de manière récurrente par les relais du Maroc au niveau du parlement européen, Janez Lenarcic a affirmé dans une réponse écrite que l'UE «accordait une importance capitale à l'obligation de rendre compte quant à l'utilisation» des financements accordés au titre de l'aide humanitaire, en indiquant que la Commission européenne a mis en place une stratégie de contrôle rigoureuse.

M. Lenarcic a fait savoir que la stratégie en question comporte «une sélection rigoureuse des organisations à financer, en conformité avec les exigences de légalité et de régularité du règlement financier de l'UE, une évaluation approfondie des propositions soumises par ces organisations et un réseau d'assistants techniques qui assurent un suivi régulier des projets.

Cette stratégie comporte également «une obligation pour les partenaires humanitaires de présenter des rapports opérationnels et financiers finaux pour tous les projets qui précisent les résultats obtenus et les moyens mis en œuvre, une stratégie d'audit et un plan d'audit annuel permettant de vérifier régulièrement la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes ainsi que la bonne gestion financière et une stratégie antifraude visant à prévenir, détecter, suivre et corriger toute allégation de fraude».

Dans sa réponse, le Commissaire européen à la gestion des crises a affirmé que l'aide destinée aux réfugiés sahraouis n'est soumise à aucune taxation, apportant un démenti cinglant aux accusations mensongères colportées par l'ambassade du Maroc à Rome où siège le programme alimentaire mondiale. «L'Algérie n'applique pas de taxes à l'importation sur l'aide humanitaire. De telles taxes seraient inacceptables et, si cela était confirmé, déclencheraient une réaction immédiate de la Commission», a-t-il souligné.

En août dernier, le programme alimentaire mondial avait affirmé dans sa réponse à une note verbale de l'ambassade du Maroc à Rome que l'aide acheminée aux réfugiés sahraouis n'est soumise à aucune imposition par le gouvernement algérien.

IL a relevé que «le soutien de l'Algérie aux camps de Tindouf comprend la facilitation du dédouanement et des opérations portuaires et du transport des fournitures humanitaires jusqu'aux camps» Durant les six dernières années, l'Union européenne a fourni une aide humanitaire annuelle de l'ordre de 9 millions d'euros au profit des réfugiés Sahraouis, selon les chiffres fournis par Lenarcic.

M. D.

AFFAIRE SOVAC

Les délibérations maintenues au 10 octobre

LES JUGES de la première chambre pénale de la cour d'appel d'Alger ont décidé de maintenir les délibérations dans l'affaire des frères Oulmi et les deux ex-Premiers ministres incarcérés, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, et les deux ex-ministres emprisonnés, Youcef Yousfi et Abdelghani Zaalane, au 10 octobre.

La décision du maintien des délibérations a été prononcée en présence du représentant des avocats du barreau d'Alger, Me Lakhlef Cherif.

Ce dernier a tenu à informer le président en charge du dossier que l'ex-ministre des transports et des travaux publics, Abdelghani Zaalane, a été traduit au tribunal de Chéraga en tant qu'accusé dans l'affaire de la prétendue fille de l'ex-Président de la République déchu, Abdelaziz Bouteflika, dont le procès a été reporté au 7 octobre prochain, suite à l'absence de plusieurs parties concernées dans ce procès.

Pour rappel, le procureur général a requis jeudi dernier une peine de 15 ans de prison ferme contre Mourad Oulmi, patron du groupe Sovac, et contre l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia, dans le cadre du procès en appel lié au montage automobile. Le procureur a par ailleurs requis une peine 12 ans de prison ferme contre l'ex-ministre de l'Industrie Youcef Yousfi et Khidher Oulmi.

Le parquetier a demandé une peine de 3 ans de prison ferme, avec une amende d'un million de DA contre l'ex-PDG du Crédit populaire algérien, Omar Boudiab, et des cadres de la banque et de l'industrie, impliqués dans l'affaire.

Il a été aussi demandé la saisie des biens et le gel des activités des entreprises représentées dans le procès par des personnes morales avec une amende de 32 millions de DA pour chacune. Le procureur a requis en outre contre l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia et l'ex-ministre de l'Industrie Youcef Yousfi des amendes de 2 millions de DA chacun.

Redouane Hannachi



TÉLÉPHONIE MOBILE

Des sanctions financières contre Mobilis, Djezzy et Ooredoo

L'AUTORITÉ de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) a annoncé, hier dans un communiqué, avoir prononcé des sanctions financières à l'encontre des opérateurs de téléphonie mobile, à savoir Mobilis, Djezzy et Ooredoo, suite aux manquements constatés dans la couverture de leurs réseaux 4G. «Comme déjà annoncé dans son communiqué du 3 mai 2020, l'Autorité de régulation a mis en demeure les opérateurs de la téléphonie mobile ATM (Mobilis), OTA (Djezzy) et WTA (Ooredoo) afin de se conformer aux exigences de couverture et de qualité de service de leurs réseaux 4G, et ce suite à une opération de contrôle et d'évaluation effectuée du 16 février au 12 mars 2020, qui a porté dans une première phase sur cinq (5) wilayas (Adrar, Blida, Constantine, Djelfa et Tlemcen)», rappelle l'ARPCE. «Suite à cette mise en demeure, et compte tenu de l'allègement des conditions de confinement, elle a indiqué avoir mené du 16 au 25 août 2020, dans les cinq (5) wilayas suscitées, une opération d'audit afin d'évaluer le niveau de prise en charge des manquements enregistrés en matière de couverture et de qualité de services», note la même source. L'ARPCE, et suite aux résultats de l'audit, a prononcé des «sanctions pécuniaires pour un montant global de 172.519.352,85 DA, dont 63.918.956,02 DA à Mobilis, 82.580.952,38 DA à Djezzy, et 26.019.444,45 DA à Ooredoo».

H. B.

BARREAU DE BÉJAÏA

Les avocats en grève

LES AVOCATS du barreau de Béjaïa sont entrés en grève nationale à partir d'hier et pour une durée de deux jours à l'appel de l'ordre régional des avocats de Béjaïa. Cette action de protestation est menée en guise de solidarité avec le barreau d'Alger et afin de protester contre les conditions de travail de l'avocat au sein des juridictions relevant l'amoindrissement de leur participation à l'organisation des juridictions. Pour rappel, le barreau de Béjaïa a observé dimanche dernier un sit-in en réaction à l'affaire du barreau d'Alger devant la cours de Béjaia à l'appel de leur bâtonnât.

Lors de leur grève hier, les robes noires dénoncent «l'atteinte faite à l'encontre de leur collègue et au droit de la défense ainsi que le et le rétrécissent des libertés». Pour les grévistes, «les atteintes enregistrées à l'endroit de la corporation se sont accumulées et l'incident de la semaine dernière au tribunal d'Alger n'est que la goutte de trop». Les robes noires dénoncent aussi les «dépassements, l'atteinte à la dignité et honneur de la robe noire». De nombreux robes noires ont répondu à l'appel du barreau qui exprime son exaspération «des multiplies atteintes aux droits de la défense».

N. B.

CONDAMNÉ À DEUX ANS DE PRISON

Mohamed Djemai quitte la prison

L'EX-SECRÉTAIRE général du FLN Mohamed Djemai a été condamné hier à 2 ans de prison, dont une année avec sursis, ce qui lui a permis de quitter l'établissement pénitentiaire où il était incarcéré depuis le 19 septembre 2019. Le verdict a été prononcé hier par la présidente du pôle judiciaire du tribunal de Sidi M'Hamed, qui lui a infligée une amende de 200 000 dinars. Le relâché a été reconnu coupable d'abus de fonction et d'humiliation d'un journaliste en plein exercice de ses fonctions. Le procureur de la République avait requis au cours de son réquisitoire une peine de 3 années de prison et une amende de 500.000 dinars. Il est fort possible que le procureur introduira lors des prochains jours un appel à la cour d'Alger pour la révision du procès.

R. H.